



HAL
open science

Biographie de Charles Auguste d'Allonville. Marquis de Louville (1664-1731)

Catherine Désos

► **To cite this version:**

Catherine Désos. Biographie de Charles Auguste d'Allonville. Marquis de Louville (1664-1731). 2010.
hal-01861667

HAL Id: hal-01861667

<https://hal.science/hal-01861667>

Submitted on 24 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INTRODUCTION :

En 2009, des chercheurs de l'Université de Cordoue (José Manuel de Bernardo et Juana Salado) créèrent un dictionnaire biographique en ligne pour la période 1650-1750 (le lien <http://www.biografias1650-1750.org> n'est plus valide).

L'objectif était d'offrir une plate-forme partagée par tous les spécialistes du sujet, basée sur l'échange d'informations, de méthodes et de points de vue. Pour cela, ils ont recruté des experts dans le domaine, non seulement Espagnols mais aussi Français, Italiens, Anglais ou Allemands. Au total, 22 chercheurs ont été chargés de préparer les biographies fournissant la documentation pertinente.

La méthode qu'ils ont choisie pour produire cette publication en ligne, sur laquelle ils ont travaillé trois ans, a été une plateforme wiki (confiée à Javier Aliaga, responsable de la société Torre et Aliaga Comunicación) qui fonctionne exactement comme Wikipedia et permet, de manière simple et intuitive, de faire les notices.

Le Dictionnaire biographique 1650-1750, qui traite de cette période et qui a été publié sur le Web en 2009, comptait alors 400 biographies accréditées. A cette époque, seuls les chercheurs autorisés à entrer et à utiliser le Dictionnaire via un registre ont un accès.

Ce beau projet étant aujourd'hui en suspens et non ouvert aux utilisateurs, Catherine Désos a choisi de publier sur HAL les deux notices biographiques réalisées en 2010 portant sur le P. Guillaume Daubenton, confesseur jésuite de Philippe V d'Espagne, et sur le marquis Charles d'Allonville, de Louville, conseiller de ce même roi.

En conséquence, l'article respecte les entrées des notices telles qu'elles avaient été définies.

Plus d'informations sur : « Diseño científico-técnico del diccionario biográfico on line PLUTARCO XXI », José Manuel de Bernardo Ares, Juana Salado Santos. *Translating culture* / coord. por Emilio Ortega Arjonilla, Vol. 6, 2013 (Sobre localización, TIC y terminología aplicadas a la traducción / coord. por Isabel Jiménez Gutiérrez, Ana Belén Martínez López, Miguel Ángel Candel Mora), ISBN 978-84-9045-050-5, págs. 921-938.

ALLONVILLE, Charles Auguste d'

Catherine Désos, 2010.

Le lien n'est plus accessible: <http://www.biografias1650-1750.org/es/index.php/ALLONVILLE, Charles Auguste d'>



Ilustración 1.LOUVILLE.jpg (292 × 386 píxeles; tamaño de archivo: 21 KB; tipo MIME: image/jpeg)

Datos Básicos

Personalidad

Nombre y apellidos	Charles Auguste d'Allonville
Tratamiento	Marquis de Louville
Sexo	Masculin
Lugar y fecha de nacimiento	Louville, 18.V.1664
Lugar y fecha de muerte	Paris, 20.VIII.1731

Créditos imagen

Créditos

Portrait de Charles-Auguste d'Allonville, marquis de Louville, 1708, par Hyacinthe RIGAUD (1659-1743), huile sur toile. Painter to the courts of both Louis XIV and Louis XV, Rigaud was the favorite portraitist of royalty and nobility during the late seventeenth and early eighteenth century. Extremely prolific, he executed hundreds of portraits of nobles, diplomats, military leaders, and monarchs, including a famous full-length likeness of Louis XIV, now at Versailles. The subject of the Worcester picture, Charles-Auguste d'Allonville, held numerous titles, including Head of the House of Philip V, the first Bourbon king of Spain. In 1708, the year the marquis was married, Rigaud painted pendant portraits- this painting and one of the nobleman's wife (still in a private collection)- probably in commemoration of their wedding. As in most of Rigaud's portraits, the emphasis is on the subject's social rank, here conveyed by the commanding pose and elaborate costume. <http://www.worcesterart.org/Collection/European/1980.35.html> [28 juin 2010 puis 24 août 2018]

Table des matières

Sociologie	4
Famille-parentèle	4
Maison-lignée.....	4
Réseau social et clientèle	6
Son insertion au sein du cercle des Beauvilliers-Colbert	6
Rivalités versaillaises	7
L’amitié avec le duc de Saint-Simon et le service du duc d’Orléans	8
Vie quotidienne	8
Fonction Publique.....	9
Charges politiques ou civiles	9
Gentilhomme de la manche du duc d’Anjou.....	9
Chef de la maison française du roi d’Espagne 1701-1703	10
L’entourage du duc de Bourgogne et la mission en Espagne de 1716.....	17
Charges militaires	18
Économie.....	18
Patrimoine	18
Fortune (revenus et dépenses)	18
Rétributions (salaires)	18
Culture et religiosité.....	19
Formation.....	19
Publications	19
Sources manuscrites.....	19
Sources imprimées	20
Bibliographie.....	20

Sociologie

Famille-parentèle

Charles Auguste d'Allonville, est né le 16 mai 1664, mais ne fut baptisé, par le curé Gaudry de la paroisse de Louville-la-Chenard, dont son père était le seigneur, que le 17 septembre de l'année suivante, ayant été probablement ondoyé à la naissance, selon une pratique de l'époque qui dissociait naissance, sacrement et fête de famille. Son parrain était son grand-père maternel, Charles de Vaultier, seigneur de Moyencourt, et sa marraine une dame Chaillou, épouse de Jean Daurat, auditeur des Comptes, de la famille de sa mère également [1]. Son père, Jacques d'Allonville, avait épousé, le 13 juillet 1663, Marie-Charlotte de Vaultier de Moyencourt. Les deux familles étaient originaires du pays chartrain. Jacques et Marie-Charlotte eurent quatre autres enfants : deux filles, Marie (1666-1668) et Colombe (1674-1678) qui moururent en bas âge ; un fils, Jacques Eugène, né le 14 juillet 1671[2] ; et enfin Catherine Charlotte, née le 27 septembre 1678, qui revêtit l'habit de religieuse, le 29 septembre 1694, à l'abbaye cistercienne de Notre Dame de l'Eau, proche de Chartres [3]. Jacques d'Allonville, devenu veuf le 5 avril 1694, décèdera le 10 août 1707.

Le 18 juin 1708 [4], âgé de 44 ans, Charles Auguste se marie à une jeune femme de 20 ans, Hyacinthe Sophie Béchameil, fille de Louis II Béchameil (1614-1718), marquis de Nointel, qui avait été intendant à Tours en 1680, à Châlons en 1689, puis en Bretagne en 1691, avant d'être nommé conseiller d'Etat en 1700. Louis II Béchameil était le frère de la duchesse de Brissac, dont l'époux était grand panetier de France, et de madame Desmarets, épouse du contrôleur général Nicolas Desmarets [5]. Par son mariage, le marquis de Louville se trouvait donc lié à de grands noms de la noblesse. La cérémonie eut lieu à Bercy, dans la maison de Charles Malon, sieur de Bercy, gendre de Desmarets. Charles Auguste d'Allonville meurt le 20 août 1731, à 67 ans, et est inhumé à Louville, le 22 [6]. Son épouse décède, à 69 ans, le 29 janvier 1757[7].

Son frère, Jacques-Eugène d'Allonville, dit le chevalier de Louville, ne souhaitant pas se vouer à l'état ecclésiastique auquel on le prédestinait, entra d'abord dans la marine (participant au combat de La Hague en 1690), passa à l'infanterie, où il fut successivement brigadier des armées du roi d'Espagne puis colonel du régiment des dragons de la reine. Il fut fait prisonnier à la bataille d'Oudenarde (1708) et conduit en Hollande, d'où il ne revint qu'en 1710. La paix d'Utrecht lui permit de se livrer à son goût pour les sciences. Féru de mathématique et, plus particulièrement, d'astronomie, il partit à Marseille, en 1714, pour faire des mesures sur la hauteur du pôle ; il fit un voyage en Angleterre, en 1715, pour y voir l'éclipse du soleil (le 3 mai). Il avait été reçu l'année précédente à l'Académie des sciences de Paris et à l'Observatoire comme astronome. Il était aussi membre de la société royale de Londres. A la fin de ses jours, il se retira dans une petite maison près d'Orléans, à Saint-Jean-de-Braye, où il se construisit un observatoire. Il y décède en septembre 1732, à 61 ans, sans descendance [8].

Maison-lignée

Le marquis de Louville appartient à la famille des Allonville, très ancienne famille de la région de Beauce, en pays chartrain, au blason d'argent à deux fasces de sable [9]. En 1200, Allonville est mentionné dans un cartulaire de l'abbaye de Saint-Père (bénédictins à Chartres). En 1315, un Allonville fait hommage à l'évêque de Chartres. En 1369, Jean d'Allonville épouse Catherine Fournier. Leur fils Pierre est à l'origine des Louville dont sont issues toutes les

branches suivantes : les Allonville de Louville (du nom du fief apporté par son épouse Jeanne de Languedoue, en 1421, Louville-la-Chenard), dont notre marquis est le chef ; les Allonville de Réclainville, qui comptèrent un chevalier de Saint-Michel et un gouverneur de la ville de Chartres sous Charles IX ; les Allonville d'Oisonville et d'Arnoncourt, qui eurent un conseiller et chambellan de Louis XI, capitaine de cent lances, gouverneur de Montlhéry, un grand-maître des Eaux et Forêts de France, et un chevalier de Saint-Michel ; enfin, les Allonville seigneurs du Plessis Saint Benoît dans l'élection de Dourdan [10]. Le 6 juillet 1650, Jacques d'Allonville hérita de son oncle sans enfant, par bénéfice d'inventaire, et fit hommage au roi pour la terre de Louville (27 juin 1651 et 19 juin 1664). Le 22 mai 1667, il établit toutes ses preuves de noblesse [11]. En 1696, notre marquis fit lui-même des recherches pour retrouver les titres anciens de sa famille, comme le prouve une lettre à Gaignières, fameux érudit, collectionneur et généalogiste, dans laquelle il lui dit penser que des papiers anciens doivent se trouver à Chartres. En effet, les armes de sa famille figureraient dans la cathédrale de Chartres « aux vitres de la troisième fenêtre du chœur, à gauche en entrant par la nef [...] mon père croit [...] que c'est à cause d'une donation d'un muid de blé froment que nos ancêtres ont donné à l'église de Notre-Dame, et que mon père a rachetée [...] Mais il est bien sûr que, comme nous sommes originaires du pays Chartrains et vassaux de l'évêque de Chartres, tous nos titres les plus anciens se trouvent parmi ceux du chapitre» [12].

Louville eut deux filles, l'une mariée au comte de Baglion, l'autre au baron de Wismes. La première, Angélique d'Allonville de Louville (10 février 1710-23 septembre 1756), épouse le marquis Pierre de Baglion (1700-1799), comte de la Salle, le 16 juin 1733. C'était une belle femme comme on peut en juger d'après le portrait en « Flore » qu'en fit Nattier en 1746 [13].



D'abord officier aux gardes-françaises, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, on retrouve Baglion colonel d'infanterie du régiment des gardes, puis gentilhomme de la manche des enfants de France et du roi, et Premier chambellan du comte d'Artois. Pierre de Baglion de la Salle et Angélique ont une fille : Françoise Marie Scholastique de Baglion, qui est mariée le 24 janvier 1759, à Denis Auguste de Grimoard de Beauvoir, marquis du Roure. De ce mariage naquit Antoinette Catherine Denise du Roure, qui épousa le 26 août 1782 son cousin, Nicolas Louis Auguste du Roure, et n'eut, avec trois filles, qu'un fils : Auguste François Louis Scipion, né le 10 août 1783 [14], compilateur des mémoires de Louville. La seconde fille du marquis, Adélaïde d'Allonville de Louville (1715-1745), épousa à 20 ans, le baron Adrien Antoine Bloquel de La Croix (1697-1759), seigneur de Wismes où il réside. Admis au collège Mazarin, sur preuves de noblesse en 1710, celui-ci avait obtenu de Louis XV, en mai 1724, des lettres patentes par lesquelles en considération de son ancienne noblesse, il était autorisé, ainsi que ses descendants, à porter sur l'écu de sa famille, une couronne à 5 fleurons et à prendre pour support deux griffons. Veuf en 1745, il se remariera.

Réseau social et clientèle

Le marquis de Louville était un homme de cour qui, plus par les circonstances que par goût, s'initia à la politique. C'est pourquoi son réseau versaillais s'ancre dans sa région d'origine. Etabli près de Chartres, seigneur de la paroisse de Louville-la-Chenard et d'autres terres adjacentes, il est voisin du duc de Beauvilliers dont le domaine de Saint-Aignan jouxte le sien et il est probable que des liens de famille, ainsi que Saint-Simon le laisse entrevoir, aient existé entre les deux hommes. Mais il faut aussi noter que le père du duc de Saint-Simon, Claude de Saint-Simon, était ami avec le père de Louville, et possédait lui-aussi des terres en pays chartrain. Par ailleurs, la famille de Rouvroy serait lointainement apparentée à la famille maternelle de Louville, les Moyencourt. Les uns et les autres ont pu pousser le jeune Louville à Versailles où leur amitié lui sera des plus utiles.

Son insertion au sein du cercle des Beauvilliers-Colbert

Le marquis de Louville étant très proche du duc de Beauvilliers, il l'était tout autant de son épouse la duchesse et de la sœur de celle-ci, la duchesse de Chevreuse, toutes deux filles de Jean-Baptiste Colbert. L'entente entre lui et elles était complète, au point qu'elles le considéraient un peu comme un jeune frère.

Si le duc de Chevreuse [15] était un conseiller privé de Louis XIV, le duc de Beauvilliers (1648-1714) était ministre d'Etat, chef du conseil des Finances, premier gentilhomme de la Chambre et gouverneur des enfants de France. Le roi le tenait en grande estime pour sa piété et sa droiture, et même l'orage du quietisme, dans lequel il fut pris, ne parvint pas à le discréditer. Pour constituer la maison des petits-enfants royaux dont il s'occupait, il n'hésita pas à recruter parmi les gentilshommes de sa région. C'est ainsi qu'en plus de Louville, on trouve Jacques-René Brisay de Denonville comme sous-gouverneur du duc de Bourgogne. Louville avait une grande déférence envers Beauvilliers. En 1701, il obtint que le roi d'Espagne offre au duc la patente d'une grandesse de première classe pour lui et les siens, la première donnée en France, assise sur le duché de Saint-Aignan [16].

Par les Beauvilliers, Louville eut quelques échanges avec Fénelon. Ce dernier les conseillait et avait été nommé, précepteur du duc de Bourgogne en 1689, tandis que le marquis était choisi comme gentilhomme de la manche du duc d'Anjou, l'année suivante. Louville, en Espagne,

demandera à l'évêque des instructions sur la conduite à tenir. En octobre 1701, Fénelon l'incitait à dompter toute impatience dans son caractère, preuve qu'il connaissait bien le marquis ! « Rendez votre esprit patient ; défiez-vous de vos premières et même de vos secondes vues ; suspendez votre jugement ; approfondissez peu à peu [...] Si modeste que vous puissiez être, vous n'apaiserez jamais les esprits jaloux. La nation au milieu de laquelle vous vivez est ombrageuse à l'infini [...] Proportionnez-vous au maître que vous servez. Il est bon, il a le cœur sensible au bien ; son esprit est solide, et se mûrira tous les jours : mais il est encore bien jeune [...] » [17]. Mais cette lettre fut l'unique correspondance entre le marquis et Fénelon depuis Madrid.

A ce cercle des Beauvilliers-Colbert, et par le jeu des alliances, s'ajoutait Nicolas Desmarests, neveu de Colbert, que plusieurs fois Louville soutint quand cela lui fut possible. Ainsi, quand le marquis séjourne à Madrid, il tente de le faire venir comme financier de Philippe V, connaissant ses capacités en la matière. A sa grande déception, et à cause de manœuvres de cour, cela ne se fera pas, et c'est Jean Orry qui est envoyé [18]. Plus tard encore, en 1715, il fait intervenir le duc de Saint-Simon pour éviter à Desmarests une disgrâce de la part du Régent, ce qui n'aboutira pas. Il faut dire que le duc ne partageait pas cette amitié. Enfin, n'oublions pas qu'en 1708, Desmarests devient son oncle par alliance suite à son mariage avec une Béchameil. Vers la même époque, le financier constituait son marquisat de Maillebois en rachetant des terres à Claude de Saint-Simon et en se faisant donner par Louville le fief de Bouvées, de la paroisse de Laons (au nord de Maillebois) [19]. Les propriétés des deux hommes se trouvaient donc peu éloignées, de part et d'autre de la ville de Chartres.

Louville avait aussi l'amitié et même la confiance du marquis de Torcy, autre neveu de Colbert [20], secrétaire d'Etat aux affaires étrangères depuis 1689. Ses mémoires fournissent de nombreux témoignages de l'appui que Torcy lui donna lors de son séjour en Espagne. On trouve aux archives du ministère des affaires étrangères les très longs et confidentiels rapports que le marquis adressait au ministre. La première lettre, durant le voyage de Paris à Madrid, date du 3 janvier, une autre du 18 [21] et, en date du 19 mai, est déjà rédigé un premier rapport considérable [22].

Rivalités versaillaises

Comme toute société de cour, celle de Versailles recélait des clans et des intrigues. Dans ce contexte, Louville avait pris son parti. Il n'appréciait ni madame de Maintenon, ni les Noailles qui lui étaient liés. Aussi, lors du voyage entre Versailles et Madrid, en 1701, supporta-t-il avec peine le jeune comte d'Ayen († 1766), fils du duc de Noailles, nouveau parent de madame de Maintenon par son mariage avec mademoiselle d'Aubigné, nièce de la marquise (1698). Louville fera tout pour le desservir et s'assurer qu'il ne demeure pas à Madrid [23]. En échange, les Mémoires de Noailles ne sont pas très amènes envers le marquis (compilés par l'abbé Millot en 6 volumes en 1777)[24].

Dans les querelles de la cour, Louville était toujours du parti des Beauvilliers, notamment en 1698, lorsque ceux-ci faillirent être écartés par l'orage du quiétisme, du fait de leur soutien appuyé à madame Guyon et à Fénelon, alors en disgrâce pour son ouvrage des *Maximes des Saints*. Madame de Maintenon et la famille des Noailles auraient souhaité la chute du duc de Beauvilliers. Le duc de Noailles convoitait son poste. Certains subalternes proches de Beauvilliers et au service des princes de France furent effectivement chassés. Cependant, les nouveaux membres de la maison des princes, qui remplacèrent ceux que le roi avait renvoyés le 2 juin 1698, furent présentés par Beauvilliers, ce qui est une preuve de la solidité de sa

position. Ce fut, par ailleurs, Louville qui proposa deux personnages qui lui étaient proches comme nouveaux gentilshommes de la manche du duc de Bourgogne : Puységur [25] et Montviel [26]. Il avait été avec eux dans le régiment d'infanterie du roi dont il était le capitaine ; Puységur en était le lieutenant colonel ; Montviel était ancien capitaine au même régiment [27]. Il est à noter que tous deux iront en Espagne à un moment ou à un autre en mission auprès de Philippe V, sans doute en partie parce que Louville les avait recommandés.

L'amitié avec le duc de Saint-Simon et le service du duc d'Orléans

Louville était aussi un grand ami du duc de Saint-Simon (1675-1755) dont il avait bien connu le père, Claude de Saint-Simon (1607-1693). Son propre père, Jacques d'Allonville, avait été au service du duc à Blaye [28]. Dans plusieurs endroits des mémoires de Saint-Simon, on trouve Louville comme informateur ou acteur. Les notes du mémorialiste sur la cour madrilène sont directement inspirées par le marquis. En tant qu'ami, Louville le sert au mieux. Ainsi, il le conseilla lorsque celui-ci, en 1693, souhaitait épouser une des filles du duc de Beauvilliers [29] alors que celle-ci préférait la vocation religieuse. Ces trois hommes demeurèrent toujours très liés.

Le marquis de Louville sut aussi faire sa cour au duc d'Orléans, proche du duc de Saint-Simon. Il s'entremet en Espagne pour lui. Ce dernier n'avait pas apprécié que, dans le testament de Charles II, ses droits à la succession n'aient pas été mentionnés. Il profita d'un séjour en France de Louville, en 1702, pour l'en entretenir et lui envoya l'abbé Dubois lorsque le roi d'Espagne, allant en Italie, s'arrêta à Montpellier. L'abbé Dubois se rendit même à Madrid quelque temps plus tard, et Philippe V finit par faire une déclaration en faveur du duc d'Orléans en sa qualité de petit-fils de la reine Anne, pour le cas où la descendance viendrait à manquer [30]. Enfin, en 1716, lorsqu'il fallut confier une ambassade secrète à Madrid, le Régent envoya le marquis pour servir sa politique.

Le marquis de Louville, à l'exception de sa forte amitié avec le duc de Beauvilliers, resta cependant relativement discret dans ses attaches à la cour. Il occupa le devant de la scène pendant les trois années passées à Madrid puis demeura dans l'ombre le restant de sa vie. Après son mariage, il mena une vie tranquille, avec sa jeune épouse, entre Paris, où il voyait ses amis, et sa terre de Louville où il fit rebâtir son château.

Vie quotidienne

Il semblerait qu'en France, Louville ait partagé son temps entre la cour, quand il servait le duc d'Anjou ou, plus tard, le duc de Bourgogne, et sa terre de Louville. Nous ne possédons pas vraiment de renseignements supplémentaires sur ses résidences. A Madrid, il fut très proche de Philippe V auquel il avait un accès libre. A son arrivée, il résida dans le Palais du Buen Retiro avec le roi [31], tandis que les autres Français, venus en même temps que lui, devaient se loger en ville. Lorsque le roi s'installe au Palais Royal de Madrid, à partir du 18 février 1701, Louville y bénéficie d'un appartement, qu'il perd au début de l'année 1703, premier signe de disgrâce [32]. Louville partageait avec le marquis de Montviel un carrosse à 6 mules et avait la libre disposition de quatre chevaux de l'Ecurie Royale [33]. En 1703, Louville s'installa dans une maison sise calle San Gil. Cette rue partait de la Plaza del Palacio et aboutissait à l'Eglise San Juan ; elle n'était séparée de la calle del Tesoro que par le couvent San Gil. Il ne pouvait être plus proche du Palais Royal. Aujourd'hui ces rues n'existent plus.

Fonction Publique

Charges politiques ou civiles

Gentilhomme de la manche du duc d'Anjou

Louville fut nommé gentilhomme de la manche du duc d'Anjou le 25 août 1690. Les gentilshommes de la manche étaient attachés aux fils et petits-fils du roi depuis l'âge de sept ans jusqu'à leur majorité et devaient être « assidu(s) auprès de leur personne » [34]. Ces gentilshommes avaient pour fonction d'accompagner partout les princes, et, comme l'étiquette ne leur permettait pas de les tenir par la main, ils ne les touchaient qu'à la manche : de là leur nom. Une grande osmose avait lieu dans l'éducation des princes, sous la houlette du duc de Beauvilliers, leur gouverneur et de Fénelon, leur précepteur. Louis XIV et Monseigneur leur laissaient toute liberté dans leur méthode d'éducation. La manière de vivre et l'emploi du temps des princes nous sont connus par le tableau qu'en a fait le marquis de Louville, rare témoignage concernant l'éducation de ces princes [35]. Le régime en était alors assez original au point que certains médecins de l'époque le désapprouvaient. Peu de vin et beaucoup d'eau, on évitait les fruits et les viandes trop salées. Le sport était hautement pratiqué dans le cadre d'un emploi du temps extrêmement réglé où les exercices religieux étaient, eux aussi, nombreux.

Selon Saint Simon, la confiance du duc d'Anjou envers le marquis était totale. « C'était celui-là, beaucoup plus qu'aucun, qui était dépositaire de son âme. M. de Beauvillier, qui l'éprouvait depuis tout le temps de cette éducation, le lui avait recommandé comme un homme sage, instruit, plein de sens, d'esprit et de ressource, uniquement attaché à lui, et digne de toute sa confiance » [36]. Le mémorialiste n'est jamais trop élogieux quand il évoque le caractère de Louville, sa gaieté ou ses plaisanteries salées propres à réveiller « le froid et le sérieux naturel du roi ». Par jeu, le jeune duc d'Anjou lui signa son fameux placet d'un « bon pour 80 ans » d'amitié en 1694, ce qui illustre la grande familiarité qui les unissait [37].

Au moment de l'ouverture du testament de Charles II en faveur du duc d'Anjou, le duc de Beauvilliers, dans un esprit pacifiste, aurait préféré en demeurer au traité de partage convenu quelques temps auparavant avec l'Empereur [38]. Le marquis de Torcy était, de son côté, hésitant [39]. Cette fibre pacifiste n'est pas partagée par le marquis de Louville, qui pas un instant, ne douta des droits légitimes de son jeune maître et de l'intérêt de les faire appliquer. Une fois le testament accepté, la composition de la suite qui accompagne Philippe V montre que Louis XIV ne souhaitait pas la voir perdurer en Espagne. Une maisonnée française d'une cinquantaine de personnes pour habituer le jeune roi à son nouvel environnement fut constituée. Trois gentilshommes de la manche sont désignés : M. de Candau, M. de Montviel et surtout Louville qui, lui, eut droit non seulement de passer en Espagne mais même de s'y établir [40]. Il est certain qu'on le considérait comme le conseiller privé de Philippe V, ainsi que le lui signifia plusieurs fois le duc de Beauvilliers. On ne soupçonnait pas l'envergure qu'il allait prendre à Madrid, du fait même de la maladie de l'ambassadeur duc d'Harcourt (1654-1718).

Louville reçut à Dax, le 12 janvier 1701, un mémoire assez étendu du duc de Beauvilliers, inspiré du roi [41]. Dans un premier point, Beauvilliers s'attache à l'état ecclésiastique du royaume en manifestant son intérêt pour la création de séminaires chargés de réformer le clergé espagnol. De manière diplomatique, il préconise d'«agir avec grande retenue sur tout ce qui regarde l'Inquisition, si révéérée en Espagne ; (mais) de tâcher d'en adoucir les excès», et surtout

de se conformer aux «usages des églises d'Espagne, et (de) se souvenir qu'ils sont fort différents de ceux de France». Les précautions sont multiples pour sensibiliser les Français à ne pas froisser les Espagnols. Dans un deuxième point, le duc de Beauvilliers donne quelques conseils à transmettre à Philippe V, comme un ancien précepteur s'adresserait à un élève ; se côtoient des maximes politiques et des conseils de santé et d'alimentation. Cela se conclut par cette sentence : «Paraître sérieux avec les Français, surtout devant les Espagnols». Dans un troisième point, plus bref, Beauvilliers trace un véritable plan de réformes militaires du royaume, conseillant de rétablir les troupes et la discipline, d'apprendre les fortifications ou encore d'établir des académies pour former les jeunes gens. Enfin, le quatrième point, qui est constitué des questions du marquis de Louville sur le mémoire et des réponses du duc de Beauvilliers, nous permet de mieux comprendre l'état d'esprit dans lequel il partait, et la confiance qu'il pensait devoir accorder aux autres Français de l'entourage royal. Ainsi, sur Harcourt, Louville demandait s'il ne fallait «rien cacher à cet ambassadeur de ce que le roi fera de bien ou de mal», s'il fallait «mander généralement toutes choses au marquis de Torcy », ou en réserver à M. de Beauvilliers, ou encore s'il ne convenait pas d'avoir «pour les choses secrètes, un chiffre» entre eux. En réponse, le duc de Beauvilliers, se montra tout à fait favorable à une correspondance secrète entre lui et le marquis [42]. La conséquence, bien sûr, était qu'à Madrid, les Français n'allaient plus parler d'une seule voix, mais selon les influences qu'ils entretenaient à Versailles [43]. Ce qu'on peut appeler le «clan» Beauvilliers comptait bien exercer son influence à Madrid, *via* la présence du marquis de Louville. Cependant, ce n'était pas encore dans un but politique. Par ailleurs, la lettre déjà citée de Fénelon, du 10 octobre 1701, va dans le même sens, en distribuant des conseils de gouvernance raisonnables, sans réelle portée politique, dans la mesure où la véritable situation de l'Espagne échappe encore à tous ces Français. Les questions religieuses sont celles qui prennent alors le plus d'importance. La surveillance du confesseur jésuite du roi, le P. Guillaume Daubenton (1648-1723) ou l'influence des jansénistes aux Pays-Bas forment deux points importants des instructions adressées au marquis.

Chef de la maison française du roi d'Espagne 1701-1703

Le favori du roi d'Espagne

Louville possédait un caractère rude, plus militaire que courtisan, qui le faisait parler, certes toujours sincèrement, mais parfois un peu trop «âprement» au goût du roi [44]. Cependant, il était gai et enjoué et savait animer Philippe lorsque celui-ci aurait préféré s'isoler. On comptait sur lui en France pour aider le jeune roi à s'accoutumer à sa nouvelle cour, mais aussi pour entamer quelques réformes importantes en son sein. Louville lui-même, résume ainsi sa mission au sujet des étiquettes : trouver un juste milieu entre «la cohue de France et la solitude d'Espagne » [45]. On lui donna le titre de chef de la maison française, le 17 septembre 1701, avec une autorité accrue sur le service de la Bouche, pour veiller à la préparation des aliments et prévenir toute tentative d'empoisonnement [46]. En cette même période, il obtint la clef d'or qui permet d'avoir les libres entrées dans les appartements royaux, don qui entérina une situation de fait. Louville n'admet guère que sa position de favori soit concurrencée. Il ne l'avoue jamais expressément dans sa correspondance, mais des traits virulents sont lancés contre les personnes trop entreprenantes à son goût auprès du roi. Ainsi, les «assiduités» du médecin, Michelet, finirent par lui déplaire et il lui fit adresser un rappel à l'ordre, de France, sans avoir l'air d'en être à l'origine [47]. Le caractère entier et volontiers dominateur de Louville s'accommodait mal de la promiscuité régnant à la cour.

Durant les premières semaines de son séjour, Louville tenta réellement de faire preuve d'empathie envers les Espagnols qu'il fréquentait. Il avoue à Torcy : «Je tremblais parmi tous

ces sages tant je me trouvais fou auprès d'eux et indigne d'une si bonne compagnie ». Ce jugement sur sa propre indignité lui passera assez vite [48]. On le consultait volontiers, et il «agissait de concert avec le duc d'Harcourt, Portocarrero, Ubilla, Arias et les trois charges [49] (tout en ménageant) les autres seigneurs, dont il eut bientôt une cour »[50]. À force de fréquenter les Grands d'Espagne, Louville commence à les connaître avec précision et son discours évolue en conséquence. Si certains lui semblent fidèles et ont su gagner son amitié, il en accuse d'autres d'être «incapables de se donner aucun mouvement pour servir le roi». Parmi ceux-ci, il a une certaine tendance à voir des traîtres, parfois avec justesse. Ainsi, il ne se trompait pas dans ses jugements sur l'Almirante de Castille, qui devait trahir Philippe V en 1702, sur le marquis de Leganès resté pro-autrichien et emprisonné en 1705, ou sur le duc de Medinaceli, disgracié en 1710. Il souligne aussi que «mille factions différentes les divisent», ajoutant : «ils se haïssent tous jusqu'à la mort » [51]. De plus, chacun assure vouloir une réforme de l'Etat, mais aucun ne veut céder ses avantages particuliers.

Dès les mois de mars-avril 1701, ses observations le conduisent à s'interroger sur le rôle réel qu'il est opportun de conserver aux Grands d'Espagne au sein du gouvernement et sur leur éventuel remplacement soit par des hidalgos ou caballeros, de noblesse moins brillante, soit même, ainsi qu'il le développe de plus en plus dans ses lettres, par des techniciens français. Son ton savait être convaincant et, surtout, il avait l'avantage d'être sur les lieux, ce qui donnait à ses avis une grande autorité. «Savez-vous aussi bien que moi, de Versailles, comme les choses se passent ici ?», écrivait-il à Torcy [52]. De plus, pour diffuser ses différentes idées novatrices, si contraires au premier choix de Louis XIV qui souhaitait laisser faire les Espagnols par eux-mêmes, il bénéficiait d'un véritable réseau à Versailles.

Activité du réseau «politique» de Louville à Versailles

Au début de son séjour, le marquis de Louville est soutenu par la bienveillance de Louis XIV, qui l'a choisi personnellement. Cela impressionne particulièrement les Espagnols pour qui, en ces débuts du nouveau règne, tout ce qui leur est donné par la main du roi de France est revêtu d'une valeur quasi-sacrée. De plus, son rythme d'écriture avec Versailles est énorme et, extérieurement, il a l'activité d'un véritable ministre. Cette réputation, il la conserve assez longtemps puisque, après un court voyage en France, de novembre 1701 à février 1702, Louis XIV le recommande encore chaudement à Philippe V. Le duc et la duchesse de Beauvilliers sont de fidèles partisans du marquis ce qui contribua à son prestige en France comme en Espagne où le duc était réputé pour sa rigueur morale et sa piété. On a souvent pensé que Louville convainquit Beauvilliers à ses idées «interventionnistes». Mais dans quelle mesure, n'était-ce pas l'inverse ? On note ainsi que le duc, résidant encore à Bayonne, à la mi-janvier 1701, écrivait à Torcy : «Il serait dangereux par trop craindre la jalousie naturelle aux Espagnols, de leur refuser les secours qu'ils croient leur être nécessaires et sans lesquels ils sentent bien qu'il leur manquerait ce qui peut contribuer le plus au rétablissement de leurs affaires » [53]. Or, tout le discours de Louville ne sera qu'un long développement de cette logique. Enfin, Torcy, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le soutint longtemps au Conseil du roi. Louville était une pièce majeure pour son propre travail car, comme le ministre s'en plaignait souvent, le duc d'Harcourt dans cette ambassade, ne l'honorait plus de sa confiance [54]. Torcy informe Louville que ses lettres sont lues au roi et à madame de Maintenon et que lui-même s'inspire largement de ce qu'il lui écrit [55]. Quelle responsabilité ! Torcy fait du marquis un véritable concurrent de l'ambassadeur en titre. Il l'incite toujours davantage à plus d'indépendance et le conforte aussi dans l'idée d'un soutien sans faille : «Reconnaissons Monsieur (...) le poids de vos avis. Il est vrai qu'il n'y a plus personne ici pour les contester » [56].

Dans un milieu de courtisans où tout se sait très vite, la faveur de Louville ne passe pas inaperçue. La duchesse de Beauvilliers s'en sert pour trouver un bon parti en Espagne pour sa belle-sœur ; Torcy en profite pour se faire envoyer quelques belles tapisseries [57]. D'autres ministres aussi se font connaître de lui. Ainsi Barbezieux, ministre de la guerre et Pontchartrain, ministre de la marine [58], souhaitent avoir une correspondance avec lui, ce que d'ailleurs le marquis élude. Pontchartrain lui recommande ses parents et amis [59]. Chamillart, directeur des finances puis ministre de la guerre [60], lui demande de son côté, de soutenir son frère et son gendre. Or, cela s'avère assez rapidement une tâche ingrate car, lorsque tel personnage se trouve lésé, il devient un ennemi potentiel et médisant. Comme le lui écrit la duchesse de Beauvilliers à propos d'une affaire ratée, les langues vont bon train à Versailles, chacun disant : «Comment pourrait-il être innocent de cette faute, lorsqu'il n'est étranger à rien de ce qui se fait à la cour d'Espagne» ? [61] C'est particulièrement flagrant lorsque le duc d'Harcourt estime que Louville est cause de ce que son frère, le comte de Cézanne, a des difficultés pour obtenir la Toison d'Or.

Lorsque Harcourt tombe malade à Madrid, recevant l'extrême-onction, le 1er mai 1701, il demande au roi de France un homme sage «auquel le roi son petit-fils soit accoutumé, pour ne pas le quitter d'un pas, afin que nous soyons assurés qu'on ne lui inspire rien de mauvais» [62]. C'est tout naturellement que cette charge retomba sur le seul Louville. La position du marquis, à cette date, est donc réellement très influente à Madrid, grâce au soutien personnel de Philippe V et à ses différents appuis en France. Malgré tout, le marquis nous apparaît quelque peu isolé au milieu des autres Français de l'entourage royal. Il exerce une autorité assez rigoureuse sur les serviteurs français présents, tentant de contrer leur familiarité excessive envers le roi ; d'ailleurs ceux-ci, plus d'une fois, se plaignent de lui à Versailles. Néanmoins, ses rapports sont bons avec La Roche, premier valet de chambre du roi, ainsi qu'avec Hersan, son premier valet de garde-robe. De même, il peut compter sur l'amitié du père confesseur, le R. P. Guillaume Daubenton ; le marquis de Montviel apparaît comme son alter ego fidèle. Il s'est aussi adjoint les services de son frère, le chevalier de Louville, nommé brigadier des armées de Philippe V, et d'un de ses parents, Moyencourt, capitaine de vaisseau [63].

Le chantre de l'accroissement de la présence française

Au moment de son départ pour Madrid, en 1701, Louville ne devait prendre aucune part active au gouvernement espagnol, se contentant d'un rôle secondaire de conseiller officieux, surtout pour ce qui concernait l'intérieur du palais, étant entendu que les Espagnols devaient trouver en eux-mêmes les ressources suffisantes pour changer l'état général des choses. Cependant, de simple observateur, Louville va se faire très critique puis, franchissant le pas, de jour en jour il échafaude de nouveaux projets de réformes qui ont tous en commun la nécessité d'une présence accrue des Français. Il envoyait des tableaux de la situation de l'Espagne qui effrayaient le marquis de Torcy.

Mais la lenteur à mettre en place des réformes mine le bouillant Louville. Il se rend compte que, malgré ses efforts, le poids de l'étiquette reste toujours aussi lourd ; que la garde personnelle de Philippe n'est guère mise en place ; que l'organisation gouvernementale en différents Conseils est compliquée ; enfin, que le désordre financier est extrême. Durant ses déplacements dans la péninsule, il signale la pauvreté des différentes provinces et la disparité d'avec celles de la couronne d'Aragon, dont il condamne les *fueros*, qui leur permettent, écrit-il, de participer le moins possible au financement de la monarchie, ce qui fait que le roi n'est roi «que pour l'honneur » [64]. En même temps, il remarque l'animosité qui existe entre les Catalans, qui lors des Cortes de Barcelone, s'adressent de préférence aux Français pour leurs requêtes, et les Castellans, qui s'estiment seuls capables de remplir les dignités de la monarchie [65]. Ce

discours écrit sur le vif dénote chez Louville un sens aigu de l'observation. Témoin attentif à la cour, il trace un panorama de la noblesse qui y réside, et constate que «l'ignorance et la paresse» y sont deux vices dominants. En cela, Louville ne fait que corroborer les écrits de certains Espagnols. Mais le point faible de sa pensée réside dans le fait qu'il développe ses idées d'ingérence française en s'appuyant sur les sentiments francophiles de seulement quelques grands personnages, plus ou moins acquis à la cause française, et qui ne sont pas forcément représentatifs de toute la nation. Cependant, cela ne gêne guère Louville pour en conclure que les Espagnols «savent bien que les Français ne peuvent que leur faire du bien, et qu'eux ils ne peuvent s'en faire à eux-mêmes sans les Français » [66].

Dans ses lettres, il multiplie les portraits incisifs sur les Grands d'Espagne ; à la mi-avril 1701, il lance à Torcy, dans un de ses accès de colère, assez fréquents quand il rédige son courrier : «Les Grands sont tous des imbéciles, bas, sans force ni vertu, fidèles par paresse et par lâcheté » [67]. Le ton de Louville se durcit, à mesure que la guerre se rapproche, que le peuple de Madrid murmure en voyant qu'aucune réforme de fonds n'est engagée et qu'il se rend compte que la France risque seule d'assumer la charge financière du pays [68]. Pour assainir la situation espagnole, il ne voit qu'un renforcement de l'influence française. Le 20 février 1701, soit peu de jours après son arrivée à Madrid, il appelait de tous ses vœux des Français «de confiance» à le rejoindre [69]. Peu à peu, il développe des projets dans lesquels ses compatriotes tiennent la plus grande place [70]. Pour réformer l'armée, il demande Puységur, qui travaille déjà à quelque réforme militaire pour le roi d'Espagne dans ses Etats de Flandres. Pour les finances, il réclame Nicolas Desmarts («ou bien nous n'aurons plus de finances ! ») avec l'insuccès que l'on sait. Pour réformer les Conseils, il se montre si hardi que même Torcy doit lui demander de prendre patience [71]. Il voulait ôter les survivances de postes, supprimer les Conseils inutiles comme celui de Flandres et celui des Indes, qui, selon lui, gèrent frauduleusement le commerce avec les colonies espagnoles. Notons que ce qui paraît hardi au gouvernement français à cette époque sera bel et bien exécuté quelques mois plus tard. Enfin, le «petit Renaud» [72] lui semble apte à réformer la marine. Ces hommes seraient accompagnés de quelques gens «sûrs et affectionnés» qui se tiendraient auprès du roi et de la reine, le but affiché étant de favoriser l'union des deux couronnes, de redresser le pays et de donner des avantages commerciaux à la France «à l'exclusion des autres nations». On remarque qu'il ne demande que des hommes proches de son cercle d'origine.

À Versailles, on répugne encore à adopter une politique si opposée à ce qui avait été décidé lors de l'acceptation du testament ; un fort parti agit même en sous-main pour contrer les idées de Louville. Ce sont surtout les événements européens qui jouent en sa faveur. Louis XIV voit la guerre européenne se profiler et compte sur toutes les ressources de l'Espagne pour l'aider à la soutenir. Son intérêt immédiat est que le royaume de Philippe V sorte très rapidement de la crise financière et politique dans laquelle il se trouve engagé. Les avis du marquis de Louville relayés en haut-lieu provoque peu à peu un changement dans les rapports franco-espagnols, changement qui devait se traduire par un accroissement de la présence française à Madrid dès la fin de l'année 1701 et ce, grâce aussi au comte de Marcin, nouvel ambassadeur, gagné à ses idées qui, selon la duchesse de Beauvilliers, était «fort d'avis que l'on ne laisse point diminuer le nombre des Français » [73].

Le voyage en Italie : tournant de la faveur de Louville (avril-décembre 1702)

La fin de l'année 1701 est un moment crucial dans le parcours politique de Louville. Il est curieux de constater que c'est au moment même où l'on commence à se ranger à ses avis, que Louville voit sa position de favori décliner. Le problème du marquis est que son argumentaire,

souvent basé sur des avis de bon sens et sur une vraie connaissance du milieu dans lequel il évolue, est desservi par ses discours outranciers, qui finissent par gêner même ses plus fidèles amis. Il a son moment de gloire lors d'un court séjour qu'il fait en France, à la fin de l'année de 1701, pour évoquer les affaires intérieures de l'Espagne, mais aussi convaincre Louis XIV de laisser son petit-fils partir pour Naples sur l'escadre du comte d'Estrées. Mais son caractère emporté et souvent indiscret est défavorablement remarqué. Malgré toute l'amitié qu'il lui porte, Saint-Simon est obligé de constater qu'il «s'échappa sur l'état de l'Espagne, sur les Espagnols et sur quelques personnages considérables » [74]. Il défend, lors de ce séjour, une vision très italienne de la monarchie espagnole, comme le cœur de la monarchie à consolider. La conquête de l'Italie, une des terres les plus riches d'Europe, reste aussi un vieux rêve français. «C'est l'Italie, comme vous savez mieux que moi qui donne à la monarchie d'Espagne toute la considération qu'elle a dans l'Europe», écrit-il à Torcy, de Crémone, en juillet 1702 [75]. Louville souhaite à la fois assurer la royauté de Philippe V sur les terres italiennes menacée par les Impériaux, mais aussi lui faire quitter l'atmosphère étouffante de la cour madrilène. Il a su en convaincre le roi de France ; Torcy, Beauvilliers et finalement Chamillart le soutiennent, alors même que l'ambassadeur duc d'Harcourt s'y opposait, citant les Espagnols que l'idée de passer en Italie navrait « pour raison que l'Espagne étant le centre, il faut bien l'assurer avant d'aller ailleurs » [76].

Le 8 avril, Philippe V s'embarquait à bord du Foudroyant pour arriver à Naples à la fin du mois. La reine (épousée le 3 novembre 1701), qu'il avait laissée à Barcelone, poursuivait sa route pour Madrid en passant par l'Aragon, et devait occuper le poste de régente, avec à ses côtés sa *camarera mayor*, la Princesse des Ursins. L'escadre du roi était commandée par l'amiral-comte d'Estrées ; faute de vaisseaux espagnols, elle était composée de neuf vaisseaux français qui avaient été armés à Toulon [77]. Durant ce voyage, le roi ne fut entouré quasiment que de Français et d'Italiens. Ce séjour italien devait marquer une grave fracture dans les rapports entre les deux nations. De Naples, Louville fit un court voyage à Rome pour trouver un Clément XI bien peu disposé à donner les investitures nécessaires au prétendant bourbon. Après Naples, ce fut le Milanais où stationnaient les troupes. Les mécontentes sont graves au sein de l'armée et les embarras se multiplient. Louville signale que les troupes regroupent environ 62 000 hommes soit 60 000 Français et Piémontais auxquels s'ajoutent 2 000 Espagnols. Le problème est que les Grands, qui ne sont qu'une petite douzaine, «prétendent tout mener ici comme à Madrid, parce que, disent-ils, c'est pour eux qu'on se bat »[78]. Les lettres de Louville se font de plus en plus dures contre eux. En mai, il avoue au duc de Beauvilliers qu'il doit se contraindre pour ne pas montrer «l'éloignement qu' (il a) pour les Espagnols qui sont très dignes de toute la haine des hommes et de celle de Dieu »[79]. Torcy doit même, à plusieurs reprises, lui demander de modérer ses propos car on craint à Versailles qu'il finisse par éloigner Philippe de ses sujets [80]. Aussi, lorsque Louville préconise que Philippe V passe plusieurs mois encore en Italie, qu'il assimile au centre de la monarchie, Torcy, patiemment, tente de le convaincre de son erreur, qui pourrait avoir des conséquences déplorables [81]. En attendant, Louville doit constater que «les Grands (l') ont pris dans une superbe aversion » [82]. De plus, il multiplie les maladroites qui indisposent Versailles ; le duc et la duchesse de Beauvilliers l'informent à mots couverts que le roi lui-même avait dit un jour en son Conseil qu'il «allait trop vite» [83]. Au sein même de l'armée française, il existe une «cabale de petits maîtres» qui écrit à Versailles contre lui [84]. Ce qui est bien plus dommageable pour Louville est que l'on commence à lui reprocher son attitude envers le roi d'Espagne lui-même. Torcy lui écrit que Philippe V commence à trouver que la hauteur de Louville s'étend un peu trop à lui [85]. Combien de fois, en effet, dans ses lettres, qu'il sait pourtant lues par le roi de France [86], ne décrit-il pas le jeune roi comme un être indolent, qui ne veut gouverner, et dont on ne peut que désespérer ? « Au nom de Dieu, prenez sur vous de supporter les défauts de votre maître, parler lui avec douceur

et insinuation, j'ai sujet de vous mander cela car il passe pour constant que vous le traitez durement » [87].

Le marquis de Louville est en train de se perdre lui-même. Il ne sait pas évoluer dans ses rapports avec le jeune monarque, qu'il voit encore comme un adolescent à orienter. Là où plus tard, la princesse des Ursins ou Jean Orry discernent un jeune homme réfléchi et désireux de connaître ses sujets, Louville le décrit comme « un esprit subalterne et, si je l'osais dire, subjugué, qui le ferait toujours dépendre de quelqu'un ». À y regarder de près, on se rend compte surtout que Louville reproche à Philippe V de ne pas prendre systématiquement parti pour les Français en cas d'incidents, et de faire, finalement, ce que lui-même ne pratique pas, c'est-à-dire ménager sa nouvelle nation. Bref, le marquis est entré dans une semi-disgrâce. Et lui-même demande à rentrer en France puisque, quoiqu'il fasse désormais, tout se retourne contre lui. Il constate, non sans humour : « Dans la situation où je me trouve à présent si je grondais un cuisinier pour avoir mal fait un ragoût, il écrirait contre moi en France » [88].

Envers la jeune reine Marie-Louise de Savoie, il se laissa aller à commettre plusieurs fautes, se méfiant, dès le mariage en novembre 1701 en Catalogne, de cette princesse de 14 ans, qui pourrait faire obstacle à sa propre influence sur le roi. Plus tard, il en parla de telle sorte à Versailles que la duchesse de Bourgogne, soeur de Marie-Louise, en manifesta du mécontentement [89]. De même, s'attira-t-il les reproches de la reine lorsqu'il s'opposa, pour raison d'étiquette, à ce qu'on donne un fauteuil au duc de Savoie, son père, venu conférer en Italie avec Philippe. Les entretiens eurent lieu debout ce qui mortifia particulièrement le duc. A Versailles on soutint l'attitude de Louville, tout en ne pouvant s'empêcher de regretter qu'en cette occasion, il ne se soit pas montré plus souple [90].

Pourtant, la disgrâce n'est pas encore complète, et l'opprobre versaillais n'est pas général. Torcy l'assure que, faveur ou défaveur, il continuera de l'estimer et il l'encourage au moins à raccompagner le roi jusqu'à Madrid. Le duc et la duchesse de Beauvilliers l'invitent aussi à se maintenir, et espèrent en une bonne entente avec l'ambassadeur qui s'appête à succéder à Marcin, le cardinal d'Estrées. Sa position de favori est donc encore soutenue mais avec suffisamment de réserves pour qu'au premier faux-pas, l'ambassadeur puisse le renvoyer [91]. Cependant, Marcin et Montviel qui sont retournés en France, témoignent en sa faveur, et contribuent à justifier ses initiatives [92]. De grands personnages mêmes l'assurent de leur soutien. Ainsi le duc de Bourgogne, le duc d'Orléans et l'abbé Dubois son précepteur, la maréchale de Noailles ou encore le prince de Condé lui écrivent personnellement [93]. En réalité, ce qu'il manque à Louville c'est un véritable esprit de synthèse pour la mise en valeur de ses idées et la présentation des projets, souvent originaux, dont il est l'auteur. Si au début de l'année 1703, il connaît une mise à l'écart, il n'en reste pas moins que sa pensée est suivie comme le montre l'arrivée de nombreux techniciens français dès l'année 1701, qui déploient un grand zèle à Madrid en attendant le retour d'Italie du roi d'Espagne [94].

La chute de Louville (octobre 1703)

Louville revient aigri à Madrid pour y retrouver une colonie française avec laquelle il ne s'entendra pas. La princesse des Ursins et la jeune reine ne lui sont plus très favorables ; le confesseur P. Daubenton lui semble trop influent auprès du roi ; Jean Orry lui paraît incapable et il regrette Desmarets. Seul, l'ambassadeur cardinal d'Estrées, lui paraît digne de confiance, d'autant que lui aussi se méfie de la princesse. Des clans se dessinent donc à Madrid, et les Français sont loin de parler d'une seule voix. Leurs querelles de cour rencontrent des échos nombreux à Versailles. Bien plus, les vues politiques des uns et des autres sont bien différentes.

Autant le marquis de Louville a pris en haine beaucoup d'Espagnols, qu'ils jugent incapables d'agir, autant madame des Ursins entend les soutenir auprès du roi comme ses sujet de prédilection.

Pour le duc de Saint-Simon, il est évident que, jusqu'au retour d'Italie, Louville était le «modérateur du roi et de la monarchie d'Espagne, le seul confident de son cœur et le distributeur des grâces » [95]. De retour à Madrid, il ne retrouve ni ses droits ni ses appartements. Il tempête et se plaint à Torcy de ce qu'il ne peut plus conduire le roi : « ...si l'on veut me soutenir en France et me redonner le roi au moins quelques heures de la journée [...] La question se réduit à mettre auprès de lui et dans sa confiance des gens qui le fassent penser, parler, vouloir et agir d'une manière qui vous convienne » [96]. Le caractère de Louville se retrouve tout entier dans cette citation et sa présomption n'a plus de bornes. Elle s'exacerbe d'autant plus qu'il trouve des influences concurrentes à la sienne bien en place.

S'ouvre alors une année marquée par une cabale aux multiples rebondissements au centre de laquelle se trouvent le cardinal d'Estrées, ambassadeur de France et la princesse des Ursins, l'un tentant de se débarrasser de l'autre. Saint-Simon se complait à rapporter les prétendues « voleries » de Jean Orry, la tenue de despachos secrets sans l'ambassadeur de France, le rôle « crapuleux » de d'Aubigny secrétaire de madame des Ursins et prétendument son amant (car Louville, par qui il est informé, ne néglige pas les ragots dans ses lettres). Les Estrées (l'oncle cardinal et le neveu abbé) et Louville multiplient les courriers accusateurs à Versailles. Comme l'écrivait Alfred Baudrillart, « si leurs lettres n'étaient parvenues jusqu'à nous, on se refuserait à croire que de [...] si grossières injures [puissent] se rencontrer sous la plume de gens si bien nés et si bien élevés » [97]. Louville croit triompher en mai 1703 : « La cabale ne sait aujourd'hui à quel saint se vouer ; ce n'est pas qu'elle ne soit fort unie : la princesse, Orry et d'Aubigny ne font qu'un. Quant au P. d'Aubenton, il marche par la peur » [98]. Cependant, en août, le cardinal d'Estrées est rappelé en France tandis que Louville, à trop vouloir mener un double jeu, ne se fait que des ennemis : la reine, la *camarera mayor*, le duc Harcourt, Mme de Maintenon, les jansénistes (en travaillant à leur arrestation dans les Pays-Bas espagnols), les jésuites (en contrant l'influence du confesseur du roi), etc... sans parler de nombreux Grands d'Espagne, qui l'accusent de les éloigner du roi. En juin 1703, le marquis de Louville fait encore à un court aller-retour à Versailles pour plaider sa cause. Mais, à l'automne, après avoir tenté de faire renvoyer le P. Daubenton, il lui faut revenir définitivement en France, car le moment est arrivé où les Beauvilliers eux-mêmes ne peuvent plus le soutenir : « C'en est fait, nous sommes battus. Le parti est pris, on vous rappelle à l'instant », lui écrivent-ils le 22 octobre. [99].

Louville possède une plume très vive et souvent mordante ; il nous a laissé des tableaux extrêmement vivants de l'entourage royal et de la cour d'Espagne. Mais, au-delà de l'œuvre descriptive, en suivant pas à pas sa correspondance, nous comprenons mieux de quelle manière il a influencé l'état d'esprit des Français présents autour du jeune monarque espagnol et comment, un des premiers, il s'est véritablement fait le défenseur d'une présence française accrue au sein des affaires espagnoles, position qui a fortement impressionné les esprits versaillais avec lesquels il était en étroite relation. Le marquis représente, dans ces premières années, un parti que l'on pourrait qualifier d'«interventionniste», face à d'autres conseillers français qui préconisaient au contraire un engagement moins massif en Espagne [100]. Dominateur, entier, virulent, très intelligent, il apparaît finalement peu politique. Aucun autre Français présent à Madrid n'a laissé autant de lettres en un laps de temps si court, d'une écriture fine et serrée, parfois peu lisible tant elle est hargneuse. Sa correspondance originale est, depuis 1990, aux archives étrangères du quai d'Orsay, en 4 gros volumes. L'historiographie française

ne l'a jamais vraiment étudiée même si elle l'a souvent citée. Baudrillart le qualifiait de « petit Saint-Simon auprès d'un petit Louis XIV » [101]. Les Espagnols l'ont très vite oublié semble-t-il. Il n'est pas même mentionné dans les mémoires du marquis de San Felipe !

L'entourage du duc de Bourgogne et la mission en Espagne de 1716

Suite au rappel en France de son ami, le duc de Beauvillier renonce lui aussi à toute politique : « Je ne me mêlerai plus des affaires du roi catholique. Hâtez-vous de revenir, j'ai besoin de vous voir » écrit-il au marquis [102]. Le duc finira d'ailleurs par considérer l'Espagne comme un poids mort pour la France et incarnera le parti de la paix à tout prix, en particulier en 1709 et en 1712, pendant les moments dramatiques durant lesquels Louis XIV pensa abandonner son petit-fils en lui retirant son aide militaire [103]. Le duc de Beauvilliers aurait même préféré, par exemple, que le duc de Vendôme ne soit pas envoyé à Philippe V. Il était conseillé sur cela par le duc de Chevreuse et par Fénelon, toujours au nom de la paix. Ce dernier ne lui écrivait-il pas que l'« on doit trancher et perdre largement » ? [104]. Le marquis de Louville ne s'est pas exprimé à ce sujet. Mais il appartenait de très près à ce cercle, ayant été nommé gentilhomme de la chambre du duc de Bourgogne à son retour, charge qu'il occupa jusqu'au 18 février 1712. Il apparaît, en définitive, que l'entourage du duc de Bourgogne, préoccupé par l'accession possible au trône de ce prince, n'a jamais vraiment eu le « sens » de l'Espagne, ni une vision claire de ce qu'aurait pu être l'union des deux couronnes.

Aussi, on comprend-on mieux comment sa courte ambassade à Madrid, en 1716, au nom du Régent, a échoué. Le marquis est toujours aussi sûr de lui que quinze ans auparavant, persuadé de pouvoir se faire entendre de celui qui fut son jeune maître. L'idée du duc d'Orléans, dans des instructions secrètes de 1716, était de contrebalancer l'influence d'Alberoni sur les questions italiennes et de faire accepter à Philippe V l'alliance française. Le maréchal d'Huxelles, président du conseil des affaires étrangères, et le Conseil de régence n'ayant approuvé ni cette initiative [105], ni le choix de l'agent, le secret fut nécessaire [106]. Longepierre, secrétaire du duc de Noailles, fut le correspondant de Louville [107]. La réelle préoccupation du Régent était de savoir si le roi d'Espagne souhaitait revenir en France et de jauger l'influence des jésuites sur Philippe. En somme, il fallait s'efforcer d'obtenir une confirmation des renonciations du roi d'Espagne au trône de France, et assurer ainsi les droits éventuels du Régent. Si possible aussi, Louville devait entretenir une petite cabale espagnole contre les Italiens au pouvoir. Sans cela, nul accès au roi n'était possible. La préparation de l'ambassade fut compliquée ; le secret fut maintenu ; le chiffre utilisé était digne d'un roman. Louville partait non au nom du roi de France mais comme chargé de mission par le duc d'Orléans. Les lettres du marquis montrent qu'il semble apprécier cette situation dans laquelle, peut-être, il retrouve une seconde jeunesse [108]. Cependant, à peine arrivé (24 juillet 1716), Louville reçoit un billet de Philippe V s'étonnant de sa présence et lui intimant l'ordre de quitter Madrid sur l'heure. Il feignit alors d'être malade et se mit au bain un après-midi entier pour être certain qu'on ne le fasse partir de force. Alberoni vint le trouver pour se plaindre et tenter de le faire parler. Le ministre italien avait éventé, avant même l'arrivée du marquis en Espagne, ses réelles motivations. En vain Louville prétendit-il donner à l'affaire un tour tragique, exiger des réparations pour le Régent insulté en sa personne, invoquant la liberté pour les vrais Espagnols, victimes autant que les Français de la tyrannie et de l'insolence italiennes... il dut repartir bredouille en août. Son dernier contact avec l'Espagne n'avait pas été très réussi, le roi n'ayant même pas souhaité s'enquérir de lui. Il fallait atténuer autant que possible aux yeux des autres puissances, de l'Angleterre surtout, la portée de cet échec, dissimuler le refroidissement entre la France et l'Espagne dont il était un indice. On laissa dire que Louville avait déplu à Philippe V et que c'était sa personne, et non l'envoyé du Régent, que le roi avait refusé de recevoir [109].

De concert avec le duc d'Orléans, le marquis de Louville continua, de loin, à fomenter quelques projets contre Alberoni et le P. Daubenton resté en place. Il correspondait pour cela avec l'ambassadeur, le duc de Saint-Aignan (1684-1776), jeune frère du duc de Beauvilliers. Cette activité fut tout à fait inutile, et les dernières lettres de Louville à ce sujet date de 1717, tandis que Saint-Aignan était chassé de Madrid en 1718 [110]. La dernière écriture de Louville concernant l'Espagne, est un mémoire « instructif » rédigé pour le duc de Saint-Simon envoyé à Madrid, en octobre 1721, sur l'intérieur de la cour, lui recommandant tel personnage à rencontrer, tel autre à éviter, mais de manière assez générale, même si, dès qu'il évoque les proches de la *familia francesa*, il se fait beaucoup plus précis, en ancien chef de la maison française qu'il fut [111].

Charges militaires

Lieutenant au régiment du roi puis capitaine au régiment de Poitou avant 1690 [112]. En mars 1706, Dangeau nous dit encore que Louis XIV donna une commission de colonel de dragon à Louville [113].

Économie

Patrimoine

De retour en France en 1703, il rebâtit son château de Louville. Il fit cette construction dans le style de l'hôtel de son ami le duc d'Humière, rue de Lille, à côté de l'hôtel de Conti, sur les dessins de l'architecte Molet. Vers 1816, la comtesse du Roure fut forcée de démolir le château, en même temps que de vendre la plus grande partie des terres ; c'est alors qu'elle remit à son fils les papiers qui servirent à celui-ci pour composer les mémoires secrets.

Son patrimoine foncier se trouvait autour de Chartres. Louville était seigneur de Louville-la-Chenard et de terres alentour. Il fit plusieurs procès au chapitre de Chartres au sujet de possessions litigieuses. En 1706, le duc de Beauvilliers lui abandonna une mouvance de fief [114]. Sa veuve, en 1739, fait l'acquisition de la seigneurie de Cottainville [115]. Mais nous n'avons pas davantage de renseignement sur l'ensemble de ses biens.

Fortune (revenus et dépenses)

Rétributions (salaires)

A Madrid, il semble que Louville touchait 50 pistoles par an (soit selon le change de 1701, environ 700 lt) auxquelles s'ajoutaient une gratification, le logement et le carrosse. Selon Dangeau [116], Louville aurait touché à son retour d'Espagne, 1400 pistoles de pension soit 18.000 francs. Philippe V lui donna aussi le gouvernement de Courtrai auquel l'Electeur de Bavière, comme vice-roi de Flandre proposa de joindre le grand bailliage d'un bon revenu et qui rendrait l'emploi « plus considérable ». Ce gouvernement aurait valu 16.000 livres de revenu. Le 22 février 1704, Louville, nous dit Dangeau, revint de Flandre où il était allé prendre possession de ce gouvernement [117]. Une lettre que le marquis adresse à l'abbé de Laval, proche de Fénelon, en date du 24 juin 1707 [118], montre que Bergeick était loin de seconder la prodigalité du roi d'Espagne, et Louville eut du mal à se faire payer. D'ailleurs Courtrai était

tombé aux mains des ennemis, en 1706. Sa pension espagnole ne fut, elle non plus, pas longtemps payée. D'après quelques documents, en 1707 encore, Philippe V lui octroyait 300 escuderos de vellon (soit environ 846 lt), ce qui semble un peu maigre si l'on pense que sa pension devait à l'origine s'élever à 24.000 lt [119]. Il devait aussi en toucher une en France de 6.000 livres tournois. A cela s'ajoute une somme personnelle de 100.000 francs qu'il rapporta d'Espagne [120]. Néanmoins, dans son acte de sépulture, deux titres lui sont acquis à jamais : gentilhomme ordinaire de sa majesté catholique et ci-devant gouverneur et grand bailli de Courtrai.

Culture et religiosité

Formation

Le marquis de Louville était doté de beaucoup d'esprit, ingénieux, vif et alerte. Parfois emporté. Pour le duc de Saint-Simon, il est un « homme d'infiniment d'esprit, et qui, avec une imagination qui le rendait toujours neuf et de la plus excellente compagnie, avait toute la lumière et le sens des grandes affaires, et des plus solides et des meilleurs conseils » [121]. Plus loin, il ajoute : « Louville était plein d'esprit et de sens, ardent, mais droit, et, persuadé une fois, rien ne le faisait déborder, et aussi peu s'arrêter » [122]. Était-il religieux ? Étant proche des Beauvilliers et de Fénelon, nul doute que sa piété devait être réelle. Mais nous n'avons pas d'éléments à ce propos à travers sa correspondance. Dans ses mémoires, il est dit que sa famille l'aurait confié à un oncle de sa mère, Dorat, janséniste et qu'il aurait même fréquenté, enfant, les Arnaud [123]. Il fut ensuite élevé par des jésuites. Il soutint en philosophie une thèse contre l'abbé Langeron qui était janséniste, et, l'avantage lui étant resté, son jugement sur la question fut assuré pour le reste de sa vie [124]. Il est possible qu'une branche très éloignée de sa famille ait été protestante au début du XVIIe s. Ainsi, les filles d'Ezechias d'Allonville, sieur du Pensier, Esther, Judith et Anne, épousèrent des réformés de la famille des Meausse, seigneurs de Blainville et des Chatelliers, et tous appartenaient à l'Eglise Prétendue Réformée de Chateaudun [125].

Publications

Ses lettres servirent dès le XVIIIe s. aux historiens qui souhaitaient connaître l'intérieur de la cour madrilène. L'abbé Millot les utilisa dans ses mémoires politiques, puis le général Grimoard en intercala un certain nombre de pièces dans le tome VI des œuvres de Louis XIV en 1806. Enfin, Scipion du Roure en 1818, en fit la matière des deux volumes consacrés au marquis. Il était très souvent cité et de nombreux inventaires de bibliothèques au XIXe siècle montrent qu'il venait en bonne place sur les rayonnages.

Sources manuscrites

Archives nationales de France : Série O1 : Lettres d'état nommant le marquis de Louville garde du corps du roi (46, f. 220-224) ; Lettres d'état du marquis de Louville (47, f. 247-249).
Archives étrangères du quai d'Orsay : Correspondance politique, Espagne : registres 96-97 (1701) ; 112-113 (1702) ; 249 à 266 : 1716-1718. D'autres registres apportent aussi ponctuellement des informations sur le marquis. Correspondance politique, Rome : registre 429 (27-30 avril 1702). Acquisitions extraordinaires : registres 2 à 5, papiers de Louville (1700-

1717). **BNF, Richelieu** : Cabinet des titres : Dossiers bleus, 13. Manuscrits français 5481 : Recueil de généalogies des Allonvilles (p. 719-726) et 6944 : lettre de Louville à la maréchale de Noailles.

Sources imprimées

LOUVILLE, Charles Auguste d'Allonville, marquis de, *Mémoires secrets sur l'établissement de la maison de Bourbon en Espagne*, édités par le Comte du Roure, Paris, 1818, 2 vol. [cité Louv.]

NOAILLES, Adrien Maurice Comte d'Ayen, duc de, *Mémoires politiques et militaires pour servir à l'histoire de Louis XIV et de Louis XV, composés sur les pièces originales recueillies par Adrien-Maurice, duc de Noailles, Maréchal de France et ministre d'Etat, par M. l'abbé Millot*, Maestricht : J.E. Dufour et Ph. Roux, 1777, 6 vol. [cité Millot] *Recueil des Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution Française, Espagne*, t. 1 (1649-1700), 1894 ; t. 2 (1701-1722), 1898 ; t. 3 (1722-1793), 1899 (A. Morel-Fatio, H. Leonardon éd.), Paris ; t. 4 (D. Ozanam éd.), Paris, 1960, 124 p. [cité RIA]

SAINT-SIMON, Louis de Rouvroy duc de, *Mémoires*, édition Les Grands écrivains de la France, publiés par A. de Boislisle, avec la collaboration de L. Lecestre et de J. de Boislisle, Paris, 1879-1930, 42 vol. [surtout les volumes : 2, 8, 9, 10, 11 et 16 ; cité : SSBL]

TORCY, J. B. Colbert de Croissy, marquis de, *Mémoires du marquis de Torcy pour servir à l'histoire des négociations depuis le traité de Ryswick jusqu'à la paix d'Utrecht*, éd. Michaud et Poujoulat, 3ème série, t. 8, p. 525-735, Paris, 1839.

Bibliographie

BOURGEOIS, Emile, *La diplomatie secrète au XVIIIe siècle, 1 : Le secret du Régent et la Politique de l'abbé Dubois, Paris, 1910 ; 2 : Le secret des Farnèse, Philippe V et la politique d'Alberoni, Paris, 1910 ; 3 : Le secret de Dubois, cardinal et premier ministre, Paris, 1918.*

DÉSOS, Catherine, *L'entourage français de Philippe V d'Espagne. Un modèle nouveau pour gouverner l'Espagne*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2009.

DÉSOS, Catherine, *La vie du R.P. Guillaume Daubenton (1648-1723). Un jésuite français à la cour d'Espagne et à Rome*, «Estudios de Historia Moderna». Colección minor n° 7 : Cordoue, 2005 (surtout partie II et IV).

LIZERAND, Georges, *Le duc de Beauvilliers (1648-1714)*, Paris, 1933, 629 p.

POZAS POVEDA, Lazaro, « El marqués de Louville, un enviado de Luis XIV a la corte de Espana », dans ARES, José Manuel, (coord.), *La sucesión de la monarquía hispánica, 1665-1725. Biografías relevantes y procesos complejos*, Cordoue, 2009, p. 107-122.

url : <http://racineshistoire.free.fr/LGN/PDF/Allonville.pdf> : Arbre généalogique de la Famille d'Allonville, © Etienne Pattou, 2004 [dernière mise à jour 14/08/2010 et revu le 24 août 2018]

1. Archives départementales d'Eure et Loire, cote X, paroisse de Louville-la-Chenard, BMS 1586-1673, f. 167. Ses grands-parents maternels étaient Charles de Vaultier, seigneur de Moyencourt, Petitpont, de Guerard de Rovilly, maître d'hôtel à la cour du roi et Jeanne Chaillou. Le père de celle-ci, Philippe Chaillou officiait à la cour du Châtelet, BNF, Richelieu, Cabinet des titres, Dossier bleu 13, f. 40 v°. Dorat était un oncle maternel que Louville mentionne dans ses mémoires. Sur ce personnage, il est dit qu'il a plusieurs fiefs à Blainville, paroisse du diocèse de Chartres, dans HERNANDEZ, Philippe, *Description de la généralité de Paris, contenant l'état ecclésiastique et civil de cette généralité, le pouillé des diocèses,... la composition des six bataillons de milices..., les noms des seigneurs des terres...*, Paris, Moreau, 1759, p. 32.
2. Archives départementales d'Eure et Loire, cote X, paroisse de Louville-la-Chenard, BMS 1586-1673, f. 223.
3. BNF, Richelieu, Cabinet des titres, Dossier bleu, 13, f. 40 v°.
4. SSBL, XVI, p. 94.
5. Le père du marquis de Nointel, Louis I (1630-1703) fut surintendant de Monsieur, frère du roi, en 1685. Les Béchameil étaient de noblesse toute récente : le père du surintendant, libraire à Rouen, avait fait faillite et était venu à Paris pour se rétablir. Le surintendant avait acquis du crédit par son mariage avec Marie Colbert, cousine du ministre, morte le 3 avril 1686 (SSBL, VI, p. 61, n. 6). Il est resté dans l'histoire gastronomique à cause de la sauce qui porte son nom. La duchesse de Brissac était Marie Louise Béchameil, morte le 2 avril 1740 à 77 ans (SSBL, VI, p. 61, n. 5) et madame Desmarets était Madeleine Béchameil, mariée le 22 février 1673 et morte à Paris le 14 juin 1725, âgée d'environ 70 ans (SSBL, VI, p. 61, n. 7). Nicolas Desmarets (1648-1721) était le neveu du ministre. Ce dernier le fit entrer dans ses bureaux dès 14 ans et le nomma maître des requêtes puis intendant des finances en 1683. Dénoncé pour un gain illicite qu'il aurait fait sur des pièces de 3 sous et demi à l'usage du petit peuple, il est exilé sur sa terre de Maillebois sans avoir pu se justifier (SSBL, VII, p. 128-139). Il revient cependant en grâce, ses amis ayant travaillé à le justifier, et est nommé directeur des finances en 1703, puis contrôleur général des finances le 20 février 1708, succédant à Michel Chamillart. Le Régent le renvoie dès le lendemain de la mort de Louis XIV, le 2 septembre 1715.
6. Acte de sépulture dans la paroisse de Louville-la-Chenard : Archives départementales d'Eure et Loire, 3 E 215/1.
7. SSBL, XI, p. 98.
8. BNF, Richelieu, Cabinet des titres, Dossier bleu, 13, f. 43 ; *Eloge de monsieur le chevalier de Louville par Fontenelle, Mémoires de l'Académie des Sciences, 1732* ; *Les hommes illustres de l'orléanais, biographie générale des trois départements du Loiret, d'Eure et Loire et de Loir et Cher*, I, 1852, p. 292 ; P. COUTURIER, « Un savant beauceron au XVIIIe siècle. Le chevalier de Louville. (1671-1732) », dans *Bulletin de la Société archéologique d'Eure et Loire*, 69 (2001), p. 15-22.
9. BNF, Richelieu, Cabinet des titres, Dossier bleu, 13, f. 12.
10. BNF, Richelieu, Cabinet des titres, Dossier bleu, 13, f. 50.
11. BNF, Richelieu, Cabinet des titres, Dossier bleu, 13, f. 53. L'arbre généalogique de Louville est le suivant : Jean d'Allonville (marié avec Catherine Fournier) eut Pierre d'Allonville. Celui-ci, marié avec Jeanne de Languedoc (ou Languedoue), qui lui apporta la terre de Louville-la-Chenard, eut Jean d'Allonville, qui, en 1478, obtint la haute-justice de Louville. Marié avec Magdeleine Prunelé en 1481, il eut Edme d'Allonville qui épousa Louise Des Fiefs. Ils eurent un Jean d'Allonville, marié avec Jeanne de la Rochette le 27.VII.1539, et ils eurent Esprit d'Allonville. Celui-ci épousa Suzanne des Bois, puis Simone de Laval (le 13.III.1587), et eut René d'Allonville,

- seigneur de la Rozière, marié à Marguerite Baron, le 22.II.1626, père de Jacques d'Allonville. Marguerite Baron était donc la grand-mère paternelle de Louville. En remontant encore les générations, le grand-père maternel de cette dernière s'appelait Ennemond Servien, et occupait les charges de secrétaire du roi et receveur général des finances à Rouen en 1596. Son père était Pierre Baron, seigneur de Cottinville, de Chastenay et de Pussay, maître d'hôtel du roi et de la reine, grand maître des eaux et forêts d'Anjou, Touraine et Mayenne.
12. Lettre à Gaignières, 6 février 1696, publié dans SSBL, VIII, p. 573. En effet, au XIII^e s. un « Loevilla » donna 2 muids de terre entre Mondonville et Bailleau-L'Eveque au chapitre de Chartres, tandis qu'un autre offrait un muid de méteil de rente sur certaines autres terres : Archives départementales d'Eure et Loire, G 1533, G. 3030 et G. 3051. Au XVII^e siècle, certains seigneurs de Louville contestèrent l'authenticité de ces dons.
 13. Ce tableau appartient depuis 1971 à la Bayerische Hypotheken-und Wechsel-bank, Munich. Il est en dépôt à la Alte Pinakothek de Munich. Une copie est conservée au Philadelphia Museum of Art, Philadelphie, U.S.A., don de Mme Gordon A. Hardwick et Mme W. Newbold Ely, en mémoire de M. et Mme Roland L. Taylor. Dans SALMON, Xavier, *Jean-Marc NATTIER 1685-1766*, Paris, p. 180 : « Si une seule œuvre devait être conservée afin d'illustrer l'art de Jean-Marc Nattier, sans doute faudrait-il choisir le portrait de la marquise de Baglion tant il se veut exemplaire. Peint en 1746, soit au moment où l'artiste créa ses plus belles toiles et connut son plus grand succès, le tableau réunit toutes les caractéristiques du maître... ».
 14. SSBL, VIII, p. 571-572.
 15. En 1667, Charles Honoré d'Albert, troisième duc de Luynes, duc de Chevreuse (1646-1712) épouse Jeanne-Marie, seconde fille de Colbert, dont il aura cinq enfants. Il devient alors conseiller de Louis XIV, mais à titre privé et sans faire partie du conseil royal. Il tente notamment de préparer la succession du roi. Aidé de Fénelon et du duc de Beauvilliers, il élabore un projet de monarchie où les aristocrates joueraient un rôle accru face au roi. Le projet est proposé en novembre 1711 sous le nom des Tables de Chaulnes, mais il avorta. Son fils, Honoré-Charles (1669-1704), duc de Montfort, épousa la fille du mémorialiste Philippe de Courcillon, marquis de Dangeau et sera le père d'un autre mémorialiste, Charles Philippe d'Albert de Luynes. C'est par ce petit-fils, Charles Philippe, que Saint-Simon obtient le *Journal de Dangeau*, qui sera une base de ses Mémoires. Saint-Simon, son ami fidèle, considérait Chevreuse comme un des grands serviteurs de l'État.
 16. DESOS, Catherine, *L'entourage français de Philippe V. Un modèle nouveau pour gouverner l'Espagne*, 2009, p. 66.
 17. ORCIBAL, Jean, *Correspondance de Fénelon*, X, Genève, 1989, p. 179.
 18. DESOS Catherine, *op. cit.*, 2009, p. 100 et 103.
 19. Archives départementales d'Eure et Loire, E 542 et sur l'acquet de N. Desmarets de la seigneurie des Grez, E. 575.
 20. Jean-Baptiste Colbert, marquis de Torcy, (1665-1746), neveu de Jean-Baptiste Colbert. En 1689, il devient secrétaire d'État aux Affaires Étrangères en survivance de son père (Croissy), auquel il succède en 1696. Il est nommé ministre d'Etat et surintendant général des Postes en 1699.
 21. AMAE, CP, E, 87, f. 33 et 254.
 22. AMAE, CP, E, 89, f. 192-212.
 23. DESOS, Catherine, *op cit.*, 2009, p. 97.
 24. Ainsi, l'abbé Millot eut beau jeu de prendre le contre-pied de l'influence de Louville dans ses mémoires, en accusant le marquis d'aveuglement lorsque ce dernier rapportant une conversation avec le président de Castille qui élevait aux nues le roi de France,

s'appuyait sur cela pour demander un accroissement de la présence française. « Quelles apparences que Portocarrero et Arias voulussent être gouvernés par le conseil de Versailles ! Les Français se flattaient de cette idée : l'expérience les détrompa », Millot, I, p. 319.

25. Jacques de Chastenet, marquis de Puységur (1656-1743).
26. Jacques de Vassal, marquis de Montviel (v. 1659-1744).
27. SSBL, V, p. 144 et sv. et 159.
28. SSBL, II, p. 4, n.5.
29. SSBL, II, p. 9-11.
30. SSBL, XI, p. 6-7 ; lettre du duc d'Orléans à Mme des Ursins, 23 juin 1703, AMAE, CP, E, 116, f. 75 v° et celle de la princesse, 21 octobre, AMAE, CP, E, 118, f. 133, copiées dans SSBL, XI, p. 500 et 502. Acte original de la déclaration à ce sujet de Philippe V, 29 octobre 1703, ANF, K 1684, n° 1, copié dans SSBL XI, p. 557, 29 octobre 1703. Sur cette affaire, voir aussi SSBL, IX, p. 33, n. 7.
31. AMAE, MD, E, 101, f. 197, Louville à Torcy, Madrid, 19 février 1701.
32. Madrid, AGP, Fel. V, 209-2, Planta de los oficiales franceses que tenian sus alojamientos asi en palacio como en la ciudad (1701).
33. AMAE, CP, E, 96, f. 50.
34. SSBL, II, p. 4, n. 3.
35. Notes pour l'éducation des ducs de Bourgogne, d'Anjou et de Berry, AMAE, Acq Extr, 2 et DESOS, Catherine, *op. cit.*, 2009, p. 68.
36. SSBL, VIII, p. 215.
37. SSBL, VIII, p. 574 et Louv., I, p. 7.
38. LIZERAND, Georges, *op. cit.*, p. 195.
39. *Mémoires du marquis de Torcy...*, éd. Michaud et Poujoulat, 1839, p. 549 et 551.
40. DESOS, Catherine, *op. cit.*, 2009, p. 71 et ANF, O1 44, 634 r°.
41. Louv., I, p. 35-54. Ces instructions sont plus étendues dans AMAE, Acq. Ext., 2. Le Cahier A (f. 108-110 v°) est un extrait fait par Louville d'un mémoire qui lui fut donné pour le roi, à Dax, le 12 janvier 1701 ; le Cahier B (f. 111-111 v°) est la suite de ces conseils, mais d'ordre «matrimonial» ; le cahier C (f. 112-114) est constitué de conseils plus politiques. Suite à ce cahier C figure une partie intitulée Questions-Réponses (f. 115-123). Il s'agit là des questions de Louville.
42. Sur le chiffre prévu, LIZERAND, Georges, *op. cit.*, p. 449-450, le duc de Beauvilliers à Louville, janvier 1701.
43. DESOS, Catherine, *op.cit.*, 2009, p. 72.
44. Le duc de Beauvilliers l'en prévenait, 15 mars 1701, LIZERAND, Georges, *op. cit.*, p. 456.
45. AMAE, MD, E, 101, f. 197, Louville à Torcy, Madrid, 19 février 1701.
46. En tant que chef de la maison française, le marquis de Louville dépendait du chef de la maison espagnole. Aussi doit-il toujours agir sous sa dépendance sauf pour les services de la Bouche français sur lesquels il exerce une inspection immédiate, AMAE, Acq. Ext., 3, f. 409, 12 décembre 1702.
47. Louv., I, p. 171 ; AMAE, CP, E, 104, f. 103 v° ; 112, f. 183 ; AMAE, Acq. Ext., 2, f. 255 ; 3, f. 135 et 180.
48. AMAE, CP, E, 101, f. 197, Louville à Torcy, 19 février 1701.
49. Les trois charges sont le sumiller, le comte-duc de Benavente, le mayordomo mayor, le marquis de Villafranca et le grand écuyer, le duc de Medina Sidonia .
50. SSBL, VIII, p. 217.
51. AMAE, Acq. Ext., 2, f. 283 et Louv., I, p. 116.
52. Louv., I, p. 161-2.

53. Beauvilliers à Torcy, Bayonne, 16 janvier 1701, LIZERAND, Georges, *op. cit.*, p. 441.
54. Torcy à Louville, 3 juin 1701, Louv., I, p. 167.
55. AMAE, Acq. Ext., 2, f. 296, Torcy à Louville, 24 mai 1701 ; LIZERAND, Georges, *op. cit.*, p. 465.
56. AMAE, Acq. Ext., 3, f. 26, Torcy à Louville, Versailles, 23 mars 1702 ; Acq. Ext., 3, f. 35, Torcy à Louville, 19 avril 1702.
57. AMAE, Acq. Ext., 2, f. 194, 310, 351 et 363 et Acq. Ext., 3, f. 449.
58. Louis le Tellier, marquis de Barbezieux (1668-1701), ministre de la guerre depuis 1691 ; Jérôme de Pontchartrain (1674-1747), successeur de son père, en 1699, au secrétariat d'État de la Marine.
59. Pontchartrain à Louville, 30 mars 1702, AMAE, Acq. Ext., 3, f. 25.
60. Michel Chamillart (1651-1721), poussé par le crédit de madame de Maintenon, fut élevé à la direction des finances en 1699 et chargé du ministère de la guerre en 1701.
61. Louv. I, p. 235, madame de Beauvilliers à Louville, 2 mai 1702.
62. Harcourt à Louis XIV, 27 décembre 1700, HIPPEAU, Célestin, *L'avènement des Bourbons au trône d'Espagne. Correspondance inédite du marquis d'Harcourt*, Paris, 1875, II, p. 399. Blécourt insiste aussi dans ce sens le 30 décembre 1700, *ibid.*, p. 401. Louis XIV répondit ainsi à Harcourt, le 14 janvier 1700 : «Je sais combien il est nécessaire qu'il y ait auprès du roi mon petit-fils des gens assurés et d'une sagesse reconnue, en qui vous puissiez prendre confiance pour les avis que vous aurez à lui donner lorsque vous ne serez pas auprès de lui. Je vous ai déjà marqué que vous pouviez vous servir pour cet effet des sieurs de Louville et de Montviel, et y joindre le sieur de Blécourt», dans *ibid.*, p. 429.
63. MOYENCOURT eut plus de mal à trouver à s'employer en Espagne car Pontchartrain ne l'autorisa pas à accepter une charge de capitaine-amirante que lui proposait Philippe V. Il reste cependant en Espagne puisque nous le retrouvons en septembre 1703 au moment où il cherche à lever un régiment composé de déserteurs français dont il serait le colonel par grâce du roi d'Espagne et avec le soutien de Jean Orry, AMAE, Acq. Ext., 2, f. 402 ; AMAE, MD, E, 104, f. 33 et AMAE, CP, E, 120, f. 62.
64. AMAE, MD, E, 101, f. 178, Louville à Torcy, 12 février 1701. Montviel suggère pour remédier au désordre des finances de faire contribuer les provinces qui ne payent pas l'impôt, AMAE, MD, E, 102, f. 15, à Torcy, Buen Retiro, 6 avril 1701.
65. AMAE, MD, E, 103, f. 86, Louville à Torcy, juin 1701 ; AMAE, MD, E, 105, f. 245, Marcin au roi, 6 décembre 1702 ; *ibid.*, f. 235, Montviel à Torcy, Barcelone, 1er décembre 1702.
66. Louv., I, p. 151.
67. AMAE, Acq. Ext., 2, f. 225, Louville à Torcy, 17 avril 1701.
68. AMAE, MD, E, 103, f. 86, Louville à Torcy, juin 1701.
69. AMAE, Acq. Ext., 2, f. 171, Louville à Torcy, 20 février 1701.
70. Les lignes suivantes développent un mémoire de Louville à Torcy, non daté, mais qui se situe entre avril et juin 1701 : AMAE, Acq. Ext., 2, f. 281 à 295.
71. AMAE, Acq. Ext., 2, f. 390, 13 juillet 1701.
72. Bernard Renau d'Elicagaray, dit Le Petit Renaud(1652-1719) béarnais, ingénieur de marine.
73. AMAE, Acq. Ext., 2, f. 397, la duchesse de Beauvilliers à Louville, Versailles, 16 juillet 1701.
74. SSBL, X, p. 24-25.
75. AMAE, Acq. Ext., 3 f. 174, Louville à Torcy.
76. SSBL, X, p. 23 et sv. et AMAE, CP, E, 94, f. 305, Blécourt à Louis XIV, 15 décembre 1701.

77. Louv., I, p. 234, n. 1.
78. AMAE, Acq. Ext., 3, f. 212, Louville à Torcy, au camp de la Testa, 8 août 1702.
79. AMAE, Acq. Ext., 3, f. 130, Louville à Beauvilliers, Naples, 31 mai.
80. AMAE, CP, E, 106, f. 165 et AE, Acq. Ext., 3, f. 188, Torcy à Louville, Versailles, 24 juillet 1702.
81. AMAE, Acq. Ext., 3, f. 202, Torcy à Louville, 6 août 1702 : « Les Espagnols « quelque déraisonnables qu'ils soient, c'est à eux que les autres sujets du roi d'Espagne sont unis, ce sont eux qui ont toujours eu le gouvernement général de la monarchie et ce sont eux que le roi catholique doit regarder ni comme étrangers ni comme peuples conquis, cependant, en s'éloignant d'eux, la haine et l'antipathie contre la France augmentent plus que jamais et l'Espagne redevient autrichienne... ».
82. Louv., I, p. 306, Louville à Torcy, 8 août 1702.
83. Beauvilliers à Louville dès le 30 août 1702 : « Le duc d'Harcourt a levé le masque contre vous et je me suis déjà aperçu de mauvais offices qu'il vous a rendus par lui-même et par Mme de Maintenon. Le roi nous a dit deux fois au Conseil que vous allez bien vite... M. de Torcy et moi vous avons défendu de notre mieux », LIZERAND, Georges, *op. cit.*, p. 229.
84. Louville avait découvert que de nombreux Français faisaient des rapports sur lui. Ainsi Francine, Lesdiguière ou Montchamp. De même, le frère de Chamillart et son gendre, le marquis de La Feuillade, puis Cézanne, le frère d'Harcourt, lui en veulent de son éloignement pour eux. « Comme si j'étais bien criminel de ne m'être point servi de la main du roi d'Espagne pour faire prodiguer les grâces de France au tiers et au quart ; ou, si vous voulez encore, pour établir boutique de grandesses et de toisons à donner ou à troquer », Louv., I, p. 332, à Beauvilliers, 10 septembre 1702 ; AMAE, Acq. Ext. 3, f. 330, à Beauvilliers, Milan, 18 octobre 1702 et AMAE, CP, E, 113, f. 117, 150 et 158.
85. AMAE, Acq. Ext., 3, f. 379 et AMAE, CP, E, 110, f. 304, Torcy à Louville, Versailles, 28 novembre 1702 ; *ibid.*, f. 384, la duchesse de Beauvilliers à Louville, 3 décembre 1702.
86. La duchesse de Beauvilliers l'avertit que Torcy montre toutes ses lettres et « qu'il y a des endroits que j'aimerais autant qui ne lui fussent point montrés », AMAE, Acq. Ext., 3, f. 165, 4 juillet 1702 ; Louville demande à Beauvilliers de surveiller que Torcy ne fasse plus usage de ses lettres, sans quoi il ne lui écrira plus que des « bagatelles », *ibid.*, f. 266, 10 septembre 1702.
87. AMAE, Acq. Extr., 3, f. 382, la duchesse de Beauvilliers à Louville, 3 décembre 1702.
88. AMAE, Acq. Ext., 3, f. 336, Louville au duc de Beauvilliers, 20 octobre 1702 et f. 266, 10 septembre 1702.
89. AMAE, Acq. Ext., 3, f. 144, Louville à Torcy, 20 juin 1702.
90. AMAE, Acq. Extr., 3, f. 190, Torcy à Louville, 24 juillet 1702 ; Louv., I, p. 284 ; SSBL, X, p. 172 et sv.
91. RIA, Espagne, II, p. 63, instructions au cardinal d'Estrées, octobre 1702.
92. AMAE, Acq. Ext., 3, f. 427 et 437.
93. Le duc de Bourgogne écrit en sa faveur à la reine d'Espagne, 7 janvier 1703, dans *Lettres du duc de Bourgogne au roi Philippe V et à la reine, 1701-1712*, Paris, 1912-1916, I, p. 19. Torcy note le soutien du duc d'Orléans, Paris, AMAE, Acq. Ext., 3, f. 459. Ce dernier avait beaucoup entretenu Louville lors de son séjour en France, SSBL, XI, p. 6. Henri-Jules de Bourbon, prince de Condé lui écrit de Marly, le 7 novembre 1702, La Tr., II, p. 127 et AMAE, Acq. Ext., 3, f. 459. Madame de Noailles, instruite par le duc de Saint-Simon, lui envoie aussi une lettre en lui disant « qu'elle et toute sa famille se mettront en pièces » pour le servir, AMAE, CP, E, 113, f. 158.
94. DESOS, Catherine, *op. cit.*, 2009, p. 103-115.

95. SSBL, XI, p. 240.
96. AMAE, CP, 114, f. 164, Louville à Torcy, 14 février 1703.
97. BAUDRILLART, Alfred, *Philippe V et la Cour de France*, 1890, I, p. 151.
98. Louv., I, p. 70.
99. Louv., II, p. 130. Sur les cabales de cour, cf. DESOS, Catherine, *op. cit.*, 2009, en particulier le chapitre 7 et même auteur, *La vie du R. P. Guillaume Daubenton...*, 2005, la 2ème partie, en particulier p. 62-66.
100. DESOS, Catherine, *op. cit.*, 2009, p. 96.
101. BAUDRILLART, Alfred, *op. cit.*, I, p. 132.
102. Louv. II, p. 130, 22 octobre 1703.
103. LIZERAND, Georges, *op. cit.*, p. 280-281.
104. LIZERAND, Georges, *op. cit.*, p. 283.
105. AMAE, CP, E, 252, f. 90, mémoire de Pecquet à ce sujet.
106. AMAE, CP, E, 252, f. 92, Huxelles à Saint-Aignan, 7 août 1715.
107. AMAE, CP, E, 251, f. 26.
108. Instruction et chiffres de Louville, 24 juin 1716, AMAE, CP, E, 251, f. 145 et 166 ; RIA, Esp., Mission secrète du marquis de Louville, p. 266-277.
109. AMAE, CP, E, 255, f. 76, Huxelles à Saint-Aignan, 8 septembre 1716.
110. DESOS, Catherine, *op. cit.*, 2005, p. 136-140 et même auteur, *op. cit.*, 2009, p. 395.
111. AMAE, CP, E, 305, f. 45-51v°.
112. SSBL, II, p. 4.
113. DANGEAU, *Journal*, Paris : Firmin Didot frères, 1854-1860, XI, p.52, 10 mars 1706.
114. ANF, Y 282, f. 229; SSBL, VIII, p. 216, n. 2.
115. Archives Départementales d'Eure et Loire, B 902 et B. 1137.
116. DANGEAU, *Journal*, Paris : Firmin Didot frères, 1854-1860, IX, p. 369, 24 décembre 1703.
117. DANGEAU, *Journal*, Paris : Firmin Didot frères, 1854-1860, IX, p. 438.
118. ORCIBAL, Jean, *Correspondance de Fénelon*, XII, p. 318.
119. AMAE, CP, E, 96, f. 50 et AGP, Fel. V, 209-1, Relacion de sobresueldos de la familia francesa ; SSBL, XI, p. 247-248.
120. Dès le 24 mars 1703, en prévision de sa retraite, Louville avait demandé à Versailles la permission de se faire donner une indemnité pécuniaire et un gouvernement. Le 15 avril, Torcy avait envoyé l'autorisation du roi et, de son côté, le duc de Beauvilliers demandait à Philippe V une récompense pour Louville dans une lettre du 28 avril. Philippe V s'exécuta et, comme le gouvernement de Courtrai dépendait de l'électeur de Bavière, il le lui demanda par lettres de sa main, BNF, naf, 486, f. 85 – 87 et Louv., II, p. 32, 88, 100 et 101. Il avait promis un autre gouvernement pour le frère de Louville et une somme de cinquante mille écus en billets (lettre de Louville à Beauvilliers, 3 mai).
121. SSBL, II, p. 4-5.
122. SSBL, X, p. 24.
123. Louv., I, p. 3.
124. Louv., I, p. 4.
125. Mentions aux archives départementales d'Eure et Loire, E 3358, E 3537, E 3562 et E 3563.